



Département de la
Seine-Maritime

Le 14 Décembre 2015

Question n° 22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20151216-M-D151412_22-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2015

Publication : 18/12/2015

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	30
Nombre de Pouvoirs	3
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **15 Décembre 2015**

L'an deux mille quinze, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **17 Novembre 2015**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**,
Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**,
Emmanuel **DELINEAU**, Gérard **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**,
Philippe **KWIATKOWSKI**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**,
Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**,
Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Stéphanie **ONFROY**,
Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**,
Pascal **DUMESNIL**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Aurélien **LECACHEUR**,
Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir :

Olivier **LARDANS** (Pouvoir à Virginie **LAMBERT**), Valérie **LEDoux**
(Pouvoir à Gérard **DELAHAYS**), Nordine **HASSINI** (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU **LUNDI 14 DECEMBRE 2015**

QUESTION : n° 22

8-5

OBJET : Développement durable - Démarche AGENDA 21 local - Adoption des grands enjeux et des orientations stratégiques - Autorisation à mettre en forme le plan d'actions - Autorisation à candidater auprès du Ministère du Développement Durable pour demander la labellisation AGENDA 21 local durant l'année 2016

RAPPORTEUR : Madame Virginie LAMBERT

La Ville de Montivilliers s'est engagée dans l'élaboration d'un **AGENDA 21 local**. Forte de nombreuses actions menées en matière de développement durable, elle a souhaité apporter de la cohérence dans ses initiatives et agir de manière plus globale et intégrée en faveur **d'un développement respectueux des enjeux économiques, environnementaux et sociaux**. Pour mener à bien ce travail, elle s'est adjoint les services et la compétence d'un cabinet d'étude, la société coopérative **EXTRACITE** pour externaliser plusieurs missions qui sont travaillées en lien étroit avec les Services Municipaux depuis Avril 2015.

Les grands enjeux :

L'AGENDA 21 de Montivilliers se veut donc être un projet politique qui porte la vision d'un avenir souhaité, ambitieux et durable pour les Montivillonnais et pour le territoire. Ce projet s'appuie sur la volonté politique d'interroger les perspectives de développement de la commune au regard des exigences de la durabilité : quelle économie durable ? Quelles ambitions démographiques ? Quelle pression sur l'environnement ? Quels mécanismes de solidarité pour les personnes en situation de précarité ou encore d'isolement ? Quelle mobilisation des citoyens dans le déploiement du développement durable sur la commune ?

La Ville de Montivilliers s'est définie un cap qui doit lui permettre d'affirmer ses principes de développement au regard de ses caractéristiques et de sa place et de son rôle à jouer sur le bassin de vie.

Le diagnostic partagé réalisé en 2015 révèle que les actions menées **ne s'inscrivent pas dans une cohérence d'ensemble**, et relèvent encore d'organisations et de services séparés les uns des autres. L'intérêt d'un projet territorial de développement durable est **de donner un cap, une direction d'ensemble pour donner du sens à l'ensemble des actions déjà réalisées ou celles qui sont appelées à se mettre en œuvre dans un avenir prochain**.

Les orientations stratégiques de développement durable de la ville de Montivilliers :

Il s'agit d'ambitions qui doivent désormais être concrétisées par le déploiement d'un « **protocole d'application** » qui prendra la forme d'un plan d'actions et d'une réorganisation d'actions existantes. Les axes stratégiques actés par le comité de pilotage peuvent aboutir si, au minimum 3 conditions sont réunies :

- Intégration dans les schémas de planification et de développement du territoire, grâce à un travail coordonné avec les partenaires de la commune : CO.D.A.H., SCoT, Région, Département, Etat...
- Mise en place d'outils qui garantiront la bonne mise en œuvre des actions dans les projets municipaux : référentiel développement durable, cahier des charges revisité, grille de lecture
- Suivi annuel des réalisations avec la tenue des instances qui ont accompagné son élaboration (comité technique, comité de pilotage...)

Les axes stratégiques :

1. **Ville nature, Ville responsable** : Maîtriser son urbanisation et laisser toute sa place à la nature et aux espaces agricoles ; organiser la mobilité durable des Montivillonnais ; Préserver la qualité patrimoniale de la ville ; Engager la transition énergétique et écologique ; Impulser l'écocitoyenneté auprès des Montivillonnais.

2. **Ville d'inclusion, Ville connectée** : faire de l'intergénérationnalité un atout ; relier la ville pour réduire les ruptures urbaines ; diversifier l'offre d'habitat.

3. **Ville d'accueil, Ville dynamique** : la santé pour tous et par tous ; accueillir les nouveaux habitants qui vivent la ville ; stimuler le dialogue, la citoyenneté et la vie associative.

4. **Ville économique inventive et moderne** : exploiter la diversité économique de Montivilliers ; une économie aux prises avec les besoins du territoire ; donner toute sa place à l'économie sociale et solidaire ; concilier développement économique et exigence environnementale.

5. **Ville exemplaire** : faire de Montivilliers un acheteur responsable ; rendre les agents et élus pleinement acteurs de la transition écologique et énergétique.

Précision : la municipalité portera une attention toute particulière à l'axe ville inventive et moderne, avec une mobilisation et une synergie de l'ensemble du milieu économique dans l'atteinte des résultats recherchés.

Les garanties pour la réussite du projet :

L'Agenda 21 est une démarche conséquente qui doit s'inscrire dans la durée. Il requiert une dynamique qui ne s'essouffle pas avec le temps. Plusieurs déterminants sont nécessaires pour garantir la réussite du projet que la collectivité s'engage à honorer :

- ⇒ Un portage politique sans faille tout au long du projet.
- ⇒ Un dialogue rapproché et régulier avec la CO.D.A.H et les autres partenaires du projet
- ⇒ Un échange de proximité avec les Montivillons pour les rendre acteurs de la transformation durable du territoire.
- ⇒ Une vigilance et une anticipation des risques de blocage de la démarche ou de certains sujets.
- ⇒ Le déploiement d'un dispositif d'évaluation permettant de mesurer les effets du projet une fois achevé.

L'animation et la coordination :

L'Agenda 21 est un projet qui sera mis en œuvre sur la durée du mandat municipal, soit jusque 2020. Il nécessite, comme la phase d'élaboration l'a démontré, un travail de coordination et d'animation important qui s'appuiera sur **le Service Environnement Santé Prévention et Cadre de Vie qui intègre le Centre Social Municipal Jean Moulin. Il disposera dans son équipe d'un animateur Agenda 21.**

Le calendrier 2016 :

Les ambitions présentées ci-dessus n'auront de sens que si elles sont déclinées concrètement. Dans cette perspective, en lien étroit avec le cabinet d'étude **EXTRACITE**, des ateliers de travail seront organisés au premier trimestre 2016 pour identifier les leviers permettant de respecter les engagements pris devant vous aujourd'hui. Nous y retrouverons des actions de la collectivité en tant que maître d'ouvrage et animatrice de son territoire et des actions qui mobilisent les partenaires et les citoyens pour que ceux-ci soit acteur du développement durable. Cette nouvelle phase de coproduction rendra effectif le « protocole d'application » et permettra de consolider les modalités d'animation, de suivi et d'évaluation du projet. Y seront aussi menées :

- Une réflexion sur les modalités d'animation interne et d'accompagnement au changement des pratiques.
- Une formalisation du document cadre de l'Agenda 21.
- Une présentation en comité technique et comité de pilotage (2^{ème} trimestre 2016).

Je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire à :

- Adopter les grands enjeux et les orientations stratégiques de l'AGENDA 21 local.
- A mettre en forme le plan d'actions.
- A candidater auprès du Ministère du développement durable pour demander la labellisation AGENDA 21 local durant l'année 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 32 Voix Pour et 1 Contre (Aurélien LECACHEUR)

Ainsi délibéré, les jour, mois et an sus dits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,